

**Service instructeur**  
Direction des Finances

1<sup>ème</sup> **Commission** - N° CG-2013-3-1-6

**Service consulté**

### **COMPTE ADMINISTRATIF 2012**

Résumé : L'exercice 2012 du Compte administratif fait apparaître au budget principal (mouvements réels et d'ordre) des dépenses à hauteur de 880,15 M€ et des ressources d'un montant de 933,58 M€, pour obtenir un résultat excédentaire cumulé de 53,42 M€.

Le Département a maintenu ses efforts d'investissement à hauteur de 213,7 M€, ce qui correspond à un effort significatif en faveur de l'économie et de l'emploi dans notre territoire, tout en limitant le recours à l'emprunt à 39,8 M€, en nette diminution par rapport à 2011. Le volume total des recettes d'investissement s'est élevé à 125,1 M€.

Le volume des dépenses de fonctionnement de 565,8 M€ est en augmentation de 2,35 % avec, notamment, un accroissement des dépenses sociales de 10,8 M€.

Les recettes de fonctionnement de 662,3 M€ affichent une croissance plus importante (soit +3,28 %) que celle des dépenses.

Les recettes réelles d'investissement, hors opérations de crédit revolving, ont, cette année, connu une diminution de 24,4 % (soit - 27 M€), en raison d'un recours à l'emprunt en repli de 30,2 M€ en 2012.

# SOMMAIRE

## Compte Administratif 2012

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>p. 3</b>
<b>1. LA SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT .....</b>	<b>p. 4</b>
<b>1.1. LES RESSOURCES.....</b>	<b>p. 4</b>
1.1.1. La fiscalité directe et les dotations afférentes .....	p. 5
1.1.2. La fiscalité indirecte .....	p. 6
1.1.3. Les dotations de l'Etat.....	p. 7
1.1.4. Les autres recettes (hors emprunt).....	p. 7
1.1.5. L'emprunt.....	p. 7
<b>1.2. LES DEPENSES .....</b>	<b>p. 9</b>
1.2.1. Les dépenses d'investissement .....	p. 10
1.2.2. Les dépenses de fonctionnement.....	p. 12
1.2.3. L'autofinancement .....	p. 15
1.2.4. La situation des AP .....	p. 16
<b>2. DETERMINATION DU RESULTAT .....</b>	<b>p. 16</b>
<b>2.1. LES RESTES A REALISER.....</b>	<b>p. 16</b>
<b>2.2. LE SOLDE D'EXECUTION.....</b>	<b>p. 16</b>
<b>3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE .....</b>	<b>p. 17</b>
<b>3.1. BUDGET PRINCIPAL.....</b>	<b>p. 17</b>
<b>3.2. BUDGET ANNEXE.....</b>	<b>p. 18</b>
<b>3.3. VOLUME GLOBAL.....</b>	<b>p. 18</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>p. 19</b>

## **INTRODUCTION**

Le compte administratif 2012 est marqué par des charges de fonctionnement qui progressent de 2,35 %, contre 0,85 % en 2011, essentiellement en raison de l'augmentation des dépenses sociales, en particulier dans le domaine de la politique en faveur des personnes handicapées.

Les recettes de fonctionnement affichent une croissance plus importante (soit 3,28 %) que celle des dépenses, liée à l'augmentation du taux du foncier bâti.

Les dépenses d'investissement, qui contribuent au développement économique et social de notre territoire, s'élèvent à 213,7 M€.

L'exécution budgétaire 2012, que je soumets à votre approbation, permet aussi de relever des indicateurs soulignant la qualité de notre gestion financière :

- un niveau d'exécution toutes sections confondues performant, avec un taux de consommation de :
  - 93,7 % pour les dépenses,
  - 100,1 % pour les recettes.
  
- un partenariat et un équilibre financier maintenus :
  - avec un niveau de subventionnement accordé aux tiers qui atteint 51,4 M€ en investissement et 35,5 M€ en fonctionnement,
  - avec des travaux réalisés pour le compte de tiers qui se sont élevés à 3,9 M€,
  - avec un recours à l'emprunt de 39,75 M€ qui couvre 30,6 % des investissements opérationnels réalisés,
  - avec une épargne brute de 96,5 M€ (88,5 M€ en 2011),
  - par un résultat brut cumulé de 53,4 M€.

## 1. SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

### 1.1. LES RESSOURCES

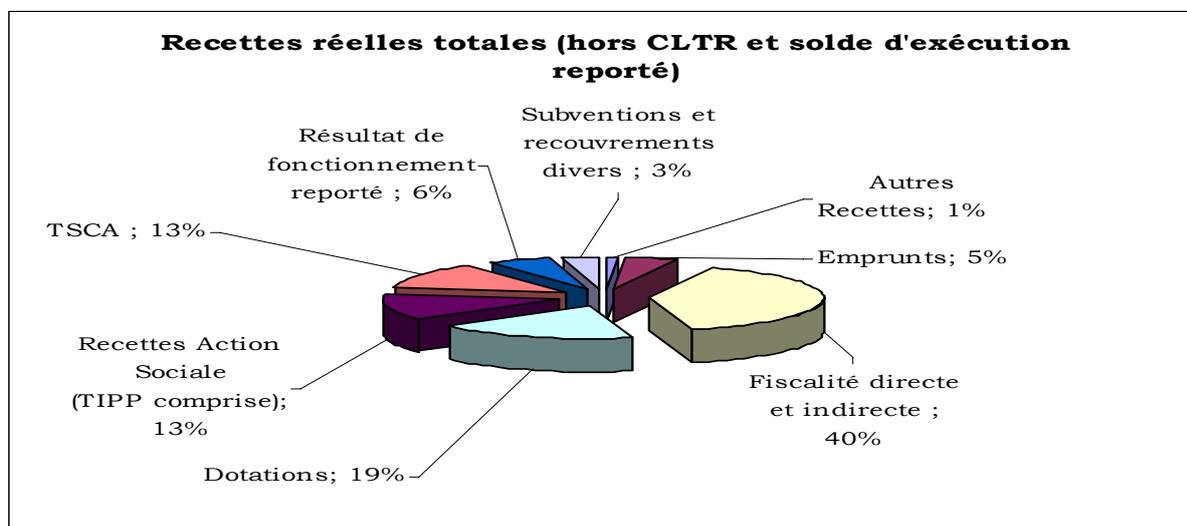
Le compte administratif de l'exercice 2012 affiche un volume global de recettes réelles de 855,9 M€, en croissance de 3,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Ces ressources, outre les résultats reportés, se scindent entre la section de fonctionnement (662,3 M€) et la section d'investissement (125,1 M€).

Les ressources du département se décomposent comme suit :

en M€	2009	2010	2011	2012
<b>Résultats de fonctionnement N -1 reporté</b>	<b>23,7</b>	<b>20,4</b>	<b>24,1</b>	<b>45,6</b>
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>592,2</b>	<b>620,9</b>	<b>641,3</b>	<b>662,3</b>
Fiscalité directe	283,6	288,6	233,6	247,3
Fiscalité indirecte	50,2	59,5	70,3	68,6
Dotations	129,9	130,8	131,2	131,0
Recettes action sociale (y compris TIPP)	87,5	100,6	96,8	105,0
TSCA taxe conventions d'assurance	31,1	30,5	89,5	101,7
Divers	9,8	10,9	20,0	8,7
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>192,7</b>	<b>188,8</b>	<b>161,4</b>	<b>125,1</b>
Emprunts	95,0	93,2	70,0	39,8
Dotations	28,8	18,5	17,4	17,4
Subventions et recouvrements divers	25,5	22,4	23,2	26,4
Crédit Révolving	43,4	54,7	50,8	41,5
<b>Solde d'exécution N-1 reporté</b>	<b>76,4</b>	<b>29,2</b>	<b>23,3</b>	<b>22,9</b>
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>861,3</b>	<b>838,9</b>	<b>826,0</b>	<b>855,9</b>

Présentation de cette décomposition par typologie :



### 1.1.1. La fiscalité directe et les dotations afférentes (247,3 M€)

Le produit des contributions directes de 211,9 M€, outre les rôles supplémentaires et complémentaires (1,7 M€), est constitué du produit du foncier bâti (105,1 M€), de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE, 79,2 M€), des Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau (IFER, 4,1 M€) et du Fonds National de Garantie Individuel des Ressources (FNGIR, 21,8 M€).

Dans ce panier fiscal, perçu pour la première fois en 2011, le Département conserve uniquement le pouvoir de fixer le taux du foncier bâti. Le produit de cette imposition progresse de 11,3 M€ en 2012, bénéficiant de l'effet des bases pour 3,3 M€ et d'une augmentation de la pression fiscale pour 8 M€.

La CVAE, perçue à hauteur de 48,5 % par le Département, d'un montant de 79,2 M€ (soit + 5,62%) découle de l'ensemble des opérations comptabilisées en 2011. Ce montant correspond en effet à la somme des trois parts : la CVAE réellement imposée au profit du Département de 60,3 M€, la CVAE dégrévée par l'Etat de 18,8 M€ et la part relative aux exonérations de l'Etat compensées à la collectivité de 0,09 M€.

A titre d'information, la part de la CVAE exonérée à l'initiative du Département, qui représente ainsi notre marge de manœuvre, s'élève en 2012 à 0,05 M€, soit 0,06 % du produit de l'année.

Plus globalement, l'évolution de 5,62 % du produit de la CVAE d'une année à l'autre, n'est pas simplement due à l'évolution de l'activité économique, mais également aux travaux de fiabilisation des données de CVAE par les services fiscaux.

En ce qui concerne la fraction départementale des IFER de 4,1 M€, elle reste stable en 2012.

Le FNGIR a fait l'objet d'un léger ajustement pour s'établir à 21,8 M€.

Le montant de la Dotation Compensation Réforme Taxe Professionnelle (DCRTP) s'élève, quant à lui, à 29,2 M€.

On observe alors que les recettes fiscales d'avant la réforme sont remplacées pour 51 M€ par un produit des dotations, DCRTP et FNGIR, sans aucune possibilité d'évolution, et qui seront donc en baisse en valeur réelle du fait de l'inflation.

Evolution de la fiscalité directe locale (M€)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Produit fiscal (731)</b>	<b>214,8</b>	<b>242,4</b>	<b>250,1</b>	<b>264,3</b>	<b>276,9</b>	<b>281,9</b>	<b>198,3</b>	<b>211,9</b>
dont contributions directes et assimilées							176,4	190,0
dont FNGIR (montant figé sauf régularisations)							21,9	21,8
	+ 8,1 %	+ 12,9 %	+ 3,2%	+ 5,7%	+ 4,8%	+ 1,8%	- 29,6%	+ 6,8%
<b>Allocations compensatrices</b>	<b>10,2</b>	<b>9,6</b>	<b>9,2</b>	<b>7,6</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>	<b>6,2</b>
	+ 1,0 %	- 5,9 %	- 4,2%	- 17,4%	- 11,0%	- 0,5%	+ 0,1%	- 7,7%
<b>Dotation compensation réforme TP</b> (montant figé sauf régularisations)							<b>28,5</b>	<b>29,2</b>
<b>Produit fiscal global</b>	<b>225,0</b>	<b>252,0</b>	<b>259,3</b>	<b>271,9</b>	<b>283,6</b>	<b>288,6</b>	<b>233,6</b>	<b>247,3</b>
Evolution du produit	+ 7,7%	+ 12,0%	+ 2,9%	+ 4,9%	+ 4,3%	+ 1,7%	- 19,1%	+ 5,9%
Montant des allocations/dotations réforme fiscale	10,2	9,6	9,2	7,6	6,8	6,7	57,2	57,2
Poids des allocations et dotations dans le produit fiscal	4,5%	3,8%	3,5%	2,8%	2,4%	2,3%	24,5%	23,1%

Le montant total des allocations compensatrices, destinées à compenser les exonérations et dégrèvements accordés par l'Etat en matière d'impôts locaux, diminue de 7,7 % pour s'établir à 6,2 M€. La part des dotations et allocations liées à la fiscalité directe représente ainsi 23,1 % en 2012.

Pour mémoire, l'évolution négative en 2011 du produit de la fiscalité directe s'explique par la réforme de la fiscalité. En échange d'impôts directs, l'Etat nous a transféré, outre des dotations, sa part de DMTO (3 M€ environ) ainsi que la nouvelle part de la Taxe Spéciale Sur les Conventions d'Assurances (TSCA, 59,1 M€ en 2011). Cette dernière a atteint 62,9 M€ en 2012, affichant une croissance de 6,4 %.

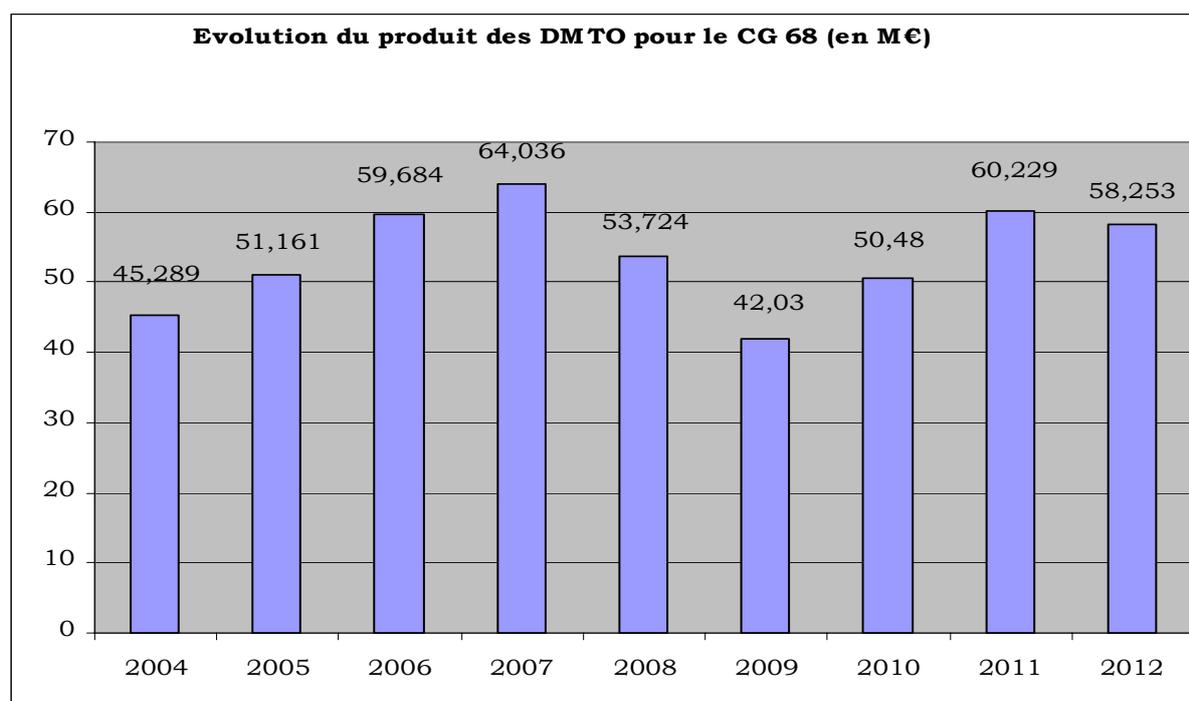
### 1.1.2. La fiscalité indirecte (68,6 M€)

La tendance à la hausse, amorcée en 2010, qui s'est accrue fortement en 2011 pour retrouver un niveau global quasi similaire à celui de 2007, s'estompe légèrement en 2012.

A l'intérieur de cet agrégat, la taxe sur les espaces naturels sensibles, perçue à compter de 2009, se stabilise aux alentours des 3 M€. La taxe sur l'électricité (6,8 M€) varie à la marge, intégrant un nouveau mode de calcul issu de la loi NOME. L'évolution mitigée des droits de mutation reflète, quant à elle, des hésitations tout au long de l'année du marché immobilier. L'amplitude du produit mensuel atteignait en effet 3,5 M€ selon les mois.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Fiscalité indirecte</b>	<b>70,0 M€</b>	<b>60,7 M€</b>	<b>50,2 M€</b>	<b>59,5 M€</b>	<b>70,3 M€</b>	<b>68,6 M€</b>
	+ 6,5%	- 13,3%	- 17,3%	+ 18,5%	+ 18,2%	- 2,52%
Droits de mutation	64,0 M€	53,7 M€	42,0 M€	50,5 M€	60,2 M€	58,3 M€
	+ 7,2%	- 16,1%	- 21,8%	+ 20,2%	+ 19,3%	- 3,28%
Taxe Espaces Naturels Sensibles	- €	0,7 M€	1,5 M€	2,5 M€	3,0 M€	3,1 M€
			+ 114,3%	+ 66,7%	+ 20,0%	+ 3,3%
Taxe sur l'électricité	5,5 M€	5,6 M€	6,2 M€	6,2 M€	6,6 M€	6,8 M€
	+ 0,0%	+ 1,8%	+ 10,7%	+ 0,0%	+ 6,5%	+ 3,0%
Autres taxes et compensations	0,5 M€	0,7 M€	0,5 M€	0,3 M€	0,5 M€	0,4 M€
	+ 0%	+ 40%	- 28,6%	- 40,0%	+ 67%	- 20,0%

Les droits de mutation (taxe départementale et taxe additionnelle) s'élèvent ainsi à 58,3 M€, en léger tassement de 2 M€ par rapport à 2011, soit - 3,3 %.



### 1.1.3. Les dotations de l'Etat (148,4 M€)

<b>Evolution des dotations</b>	<b>2009 M€</b>	<b>2010 M€</b>	<b>2011 M€</b>	<b>2012 M€</b>
Dotations d'investissement	29,0	18,5	17,4	17,4
<i>Part dans les recettes d'investissement réelles</i>	<i>19,4%</i>	<i>13,8%</i>	<i>24,7%</i>	<i>20,8%</i>
Dotations de fonctionnement	129,9	130,8	131,21	131,04
<i>Part dans les recettes de fonctionnement réelles</i>	<i>24,9%</i>	<i>21,1%</i>	<i>20,5%</i>	<i>19,8%</i>
<b>Total dotations</b>	<b>158,9</b>	<b>149,3</b>	<b>148,6</b>	<b>148,4</b>
<i>Part dans le budget</i>	<i>23,7%</i>	<i>19,8%</i>	<i>20,9%</i>	<i>19,9%</i>

Les recettes d'investissement et de fonctionnement, sous forme de concours de l'Etat, représentent 19,9 % du budget départemental en 2012, contre 20,9 % en 2011.

Le montant des dotations d'investissement encaissé (17,4 M€), le même depuis 2011, finance à hauteur de 20,8 % les investissements directs et indirects effectués par le Département.

Le fonds de compensation de la T.V.A. en est la principale composante (12,4 M€) et affiche une légère diminution de -0,3 M€.

Le second poste significatif est la Dotation Départementale d'Equipeement des Collèges (D.D.E.C.), gelée à 3,94 M€ depuis 2008.

Les dotations de fonctionnement, qui représentent 19,8 % des recettes réelles du fonctionnement, s'élèvent à 131,0 M€. Elles sont réparties entre la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) pour 127,0 M€ et la Dotation Générale de Décentralisation (D.G.D.) pour 4,0 M€.

### 1.1.4. Les autres recettes hors emprunt (283,3 M€)

Hormis la fiscalité, les dotations et l'emprunt, les autres recettes s'élèvent à 283,3 M€, dont :

- les recouvrements d'aide sociale hors APA, RSA et PCH : 27,3 M€
- les compensations au titre de l'APA : 15,7 M€ ; de la PCH : 6,5 M€, des MDPH : 0,7 M€
- le Fonds Mobilisation Départemental pour l'Insertion (F.M.D.I.) : 6,7 M€
- le versement de l'Etat pour allocations RSA (T.I.P.P.) : 48,1 M€
- la taxe sur les conventions d'assurance T.S.C.A. : 101,7 M€
- le produit des opérations de crédit revolving : 41,5 M€
- les subventions et recouvrements divers en investissement : 26,4 M€
- les recettes de fonctionnement divers : 8,7 M€.

### 1.1.5. L'emprunt (39,8 M€)

Le recours à l'emprunt s'élève à 39,8 M€. Cette souscription porte le stock de la dette à 465 042 211 € au 31 décembre 2012, soit 613,9 € par habitant (contre 614,9 € en 2011). Le taux moyen de la dette s'élève à 2,74 %.

La structure de l'encours présente 53,22 % d'emprunts à taux fixe, dont 10,98 % de taux structurés non toxiques et 46,78 % d'emprunts à taux variable, dont 1,29 % de taux structurés.

Le recours à l'emprunt diminue de 43,3 % par rapport à l'exercice précédent. La capacité de désendettement passe de 5,25 % à 4,8 % au 31 décembre 2012.

○ **1.2. LES DEPENSES**

**Présentation fonctionnelle du CA 2012 (dépenses réelles)**

	Fonctionnement	Investissement	Total	Part dans le CA	valeur (en €/hab)
<b>Services généraux</b>	<b>102 619 346,30</b>	<b>3 170 511,16</b>	<b>105 789 857,46</b>	<b>13,57%</b>	<b>140</b>
<b>Sécurité</b>	<b>22 799 447,96</b>	<b>988 548,95</b>	<b>23 787 996,91</b>	<b>3,05%</b>	<b>31</b>
dont SDIS	22 773 000,00		22 773 000,00	2,92%	30
<b>Enseignement</b>	<b>18 335 492,89</b>	<b>25 587 982,28</b>	<b>43 923 475,17</b>	<b>5,63%</b>	<b>58</b>
dont collèges	15 509 612,26	22 897 666,07	38 407 278,33	4,93%	51
dont enseignement supérieur	669 981,76	1 489 302,63	2 159 284,39	0,28%	3
<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>11 075 558,97</b>	<b>8 726 797,45</b>	<b>19 802 356,42</b>	<b>2,54%</b>	<b>26</b>
dont culture	5 698 950,43	835 386,24	6 534 336,67	0,84%	9
dont patrimoine	2 246 818,00	4 192 858,30	6 439 676,30	0,83%	9
<b>Prévention médico-sociale</b>	<b>2 818 164,81</b>	<b>168 631,59</b>	<b>2 986 796,40</b>	<b>0,38%</b>	<b>4</b>
dont PMI et planification familiale	1 093 539,31	168 631,59	1 262 170,90	0,16%	2
dont prévention et éducation pour la santé	1 430 327,57		1 430 327,57	0,18%	2
<b>Action sociale (hors RMI, APA et RSA)</b>	<b>201 575 296,38</b>	<b>10 048 901,32</b>	<b>211 624 197,70</b>	<b>27,15%</b>	<b>279</b>
dont famille et enfance	83 836 923,39		83 836 923,39	10,75%	111
dont personnes handicapées	92 242 246,22	642 262,76	92 884 508,98	11,91%	123
dont personnes âgées	20 723 776,98	8 747 239,00	29 471 015,98	3,78%	39
<b>RMI - RMA</b>	<b>353 012,46</b>		<b>353 012,46</b>	<b>0,05%</b>	<b>0</b>
<b>APA</b>	<b>51 235 953,74</b>		<b>51 235 953,74</b>	<b>6,57%</b>	<b>68</b>
<b>RSA</b>	<b>80 977 182,93</b>		<b>80 977 182,93</b>	<b>10,39%</b>	<b>107</b>
<b>Réseaux et infrastructures</b>	<b>9 752 021,86</b>	<b>50 465 862,62</b>	<b>60 217 884,48</b>	<b>7,72%</b>	<b>79</b>
dont routes et voirie	6 154 329,75	31 357 298,51	37 511 628,26	4,81%	50
dont viabilité hivernale	2 781 134,97		2 781 134,97	0,36%	4
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>8 320 739,65</b>	<b>11 028 977,09</b>	<b>19 349 716,74</b>	<b>2,48%</b>	<b>26</b>
<b>Transports</b>	<b>31 860 813,55</b>	<b>71 445,45</b>	<b>31 932 259,00</b>	<b>4,10%</b>	<b>42</b>
dont transports scolaires	31 647 446,76		31 647 446,76	4,06%	42
<b>Développement économique</b>	<b>8 338 286,85</b>	<b>18 214 793,18</b>	<b>26 553 080,03</b>	<b>3,41%</b>	<b>35</b>
dont industrie, commerce et artisanat	395 000,00	3 024 241,32	3 419 241,32	0,44%	5
dont développement touristique	3 666 195,07	14 636 913,04	18 303 108,11	2,35%	24
dont Laboratoire Vétérinaire Départemental	754 851,29	49 376,89	804 228,18	0,10%	1
<b>Annuité de la dette</b>	<b>13 299 326,40</b>	<b>38 851 447,23</b>	<b>52 150 773,63</b>	<b>6,69%</b>	<b>69</b>
<b>Opérations non ventilées</b>	<b>2 474 062,24</b>	<b>46 423 168,27</b>	<b>48 897 230,51</b>	<b>6,27%</b>	<b>65</b>
<b>TOTAL</b>	<b>565 834 706,99</b>	<b>213 747 066,59</b>	<b>779 581 773,58</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 029</b>

Les dépenses réelles totales s'élèvent à 738 096 345,91 €, hors opérations afférentes aux lignes de trésorerie (41 485 427,62 €).

Concernant le niveau du taux de consommation de l'exercice 2012, il s'élève à 93,71 %, toutes dépenses réelles confondues.

Dépenses	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	Variation CA	
					%	M€
<b>Investissement</b>	<b>266,9</b>	<b>257,7</b>	<b>228,4</b>	<b>213,7</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-14,7</b>
% réalisation	92,6 %	93,1%	90,1%	89,9%		
<b>Fonctionnement</b>	<b>521,4</b>	<b>548,2</b>	<b>552,8</b>	<b>565,8</b>	<b>2,4%</b>	<b>13</b>
% réalisation	97,3 %	95,6%	97,4%	95,2%		
<b>TOTAL</b>	<b>788,3</b>	<b>805,9</b>	<b>781,2</b>	<b>779,5</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-1,7</b>
% réalisation	95,7 %	94,8%	95,2%	93,7%		
<i>Part des investissements</i>	33,9%	32,0%	29,2%	27,4%		
<i>Part du fonctionnement</i>	66,1%	68,0%	70,8%	72,6%		

Cette situation reflète une évolution de 2,4 % des charges de fonctionnement, lesquelles ont représenté 72,6 % du volume budgétaire en 2012, contre 70,8 % en 2011.

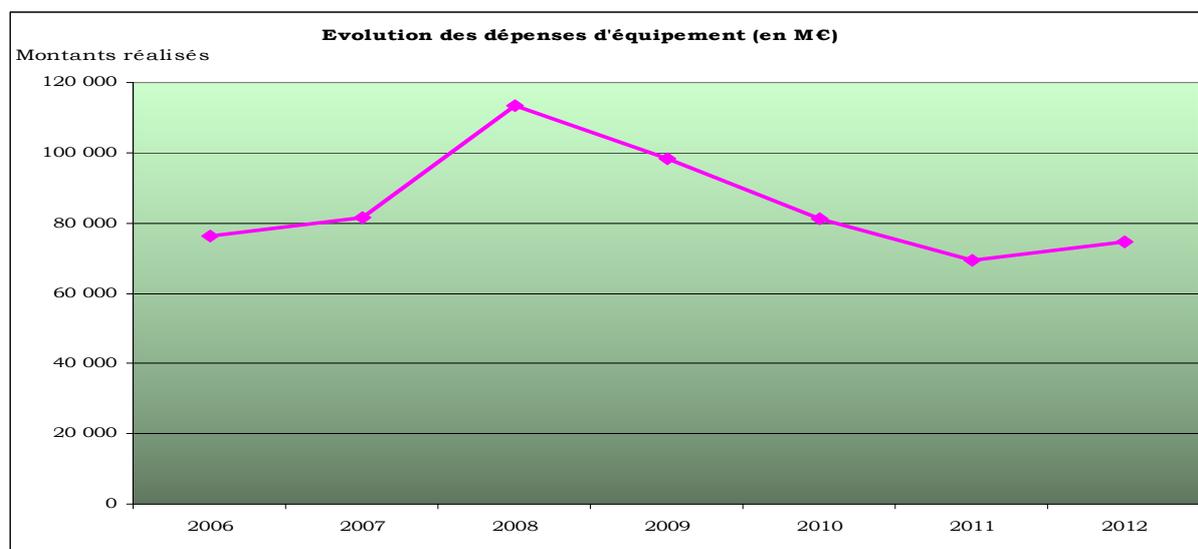
### 1.2.1. Les dépenses d'investissement (213,7 M€)

Dépenses	CA 2009	%	CA 2010	%	CA 2011	%	CA 2012	%	Variation N/N-1	
		Réal.		Réal.		Réal.		Réal.	M€	%
<b>Investissement</b>	<b>266,9</b>	<b>73,20%</b>	<b>257,7</b>	<b>93,07%</b>	<b>228,4</b>	<b>90,19%</b>	<b>213,7</b>	<b>89,92%</b>	<b>-14,7</b>	<b>-6,4%</b>
- équipements directs	98,3		81,1		69,4		74,5		5,1	7,3%
- subventions	83		76		62,6		51,4		-11,2	-17,9%
- travaux p/tiers	7,1		5,6		3,9		3,9		0,0	0,0%
- opérations financières	78,5		95,0		92,5		83,9		-8,6	-9,3%
<i>dont remboursement de la dette</i>										
CLTR	24,7		33,6		35,8		38,8		3,0	8,4%
avances remboursables et autres	47		54,7		50,8		41,5		-9,3	-18,3%
	6,8		6,6		5,9		3,6		-2,3	-39,0%

En 2012, le Département a mobilisé 213,7 M€ d'investissement, soutenant ainsi l'économie et l'emploi sur notre territoire.

#### 1.2.1.1. Les Equipements Départementaux (74,5 M€)

Les dépenses d'investissement consacrées aux équipements départementaux ont progressé de 7,3 % (+ 5,1 M€) en 2012.



La décomposition patrimoniale des dépenses se présente comme suit :

Dépenses équipements :	2011		2012	
	Montant	Structure en %	Montant	Structure en %
	<b>69 408 039,25</b>	<b>93,18%</b>	<b>74 484 633,86</b>	<b>100,00%</b>
Réseaux et installations de voirie :	39 127 120,49	52,53%	29 687 209,13	39,86%
Travaux, aménagement et installations (collèges et autres bâtiments) :	12 972 254,72	17,42%	13 928 177,29	18,70%
Acomptes versés - MOD :	4 860 017,74	6,52%	15 695 315,48	21,07%
Bâtiments publics - Travaux et aménagement :	6 458 207,96	8,67%	4 809 459,47	6,46%
Immobilisations renouvelables :	3 366 746,39	4,52%	3 156 433,15	4,24%
Terrains, plantations et aménagement :	237 351,96	0,32%	339 655,48	0,46%
Réseaux divers - travaux et aménagement :	511 405,33	0,69%	1 523 354,99	2,05%
Logiciels et progiciels :	689 907,25	0,93%	656 736,83	0,88%
Frais d'études :	444 810,91	0,60%	334 277,31	0,45%
Frais d'insertion :	90 856,25	0,12%	28 350,00	0,04%
Bâtiments privés - Travaux et aménagement :	544 132,34	0,73%	4 213 699,04	5,66%
Autres immobilisations incorporelles :	105 227,91	0,14%	111 965,69	0,15%

Dans les dépenses en crédits de paiement relatives aux travaux de voirie, on peut notamment citer le calibrage des RD (2,6 M€), la déviation de Retzwiller (4 M€) et la déviation d'Aspach (1,5 M€).

Concernant l'investissement dans les collèges, on peut évoquer la reconstruction du collège Bel Air à Mulhouse (7,1 M€), la restructuration du collège Martelot à Orbey (2 M€), l'extension-restructuration du collège Dadelsen à Hirsingue (2,7 M€) et la restructuration du collège Jean Macé à Mulhouse (2,6 M€).

#### 1.2.1.2. Les équipements non départementaux et travaux pour compte de tiers (55.3 M€)

Les travaux effectués par notre collectivité pour le compte de tiers se sont élevés à 3,9 € en 2012 contre 3,8 M€ au cours de l'exercice 2011.

Les subventions d'investissement versées en 2012 pour un montant de 51,4 M€ représentent 24,0 % de nos dépenses réelles d'investissement, contre 27,41 % en 2011.

Tableau récapitulatif des aides apportées en investissement par catégorie de bénéficiaires :

Bénéficiaires des subventions d'équipement	2009		2010		2011		2012		Evolution 2011/2012
	Montant versé	Structure en %							
Etat	369 446,60	0,45%	3 425 341,00	4,51%	3 719 494,67	5,94%	140 300,00	0,27%	-96,23%
Régions	19 724,60	0,02%	16 173,40	0,02%	30 345,00	0,05%	26 155,00	0,05%	-13,81%
Départements	11 665,24	0,01%		0,00%		0,00%	0,00	0,00%	
Communes et structures intercommunales	34 621 764,41	41,77%	26 696 438,47	35,13%	22 478 118,01	35,91%	19 348 197,13	37,66%	-13,92%
Autres groupements de collectivités (syndicats mixtes d'aménagement de la montagne)	2 642 622,74	3,19%	3 767 962,47	4,96%	2 226 401,38	3,56%	2 677 591,49	5,21%	20,27%
Bailleurs sociaux ...	306 900,00	0,37%	921 370,00	1,21%	1 823 048,00	2,91%	1 272 130,00	2,48%	-30,22%
Autres établissements publics locaux (Bioscope, université Haute Alsace, hôpitaux locaux, organismes de logements)	4 597 305,41	5,55%	6 736 233,68	8,86%	6 857 546,99	10,95%	7 295 013,70	14,20%	6,38%
Organismes publics divers (réseau ferré de France, GILFAM, conseils de fabrique, paroisses)	20 861 058,29	25,17%	14 876 375,09	19,58%	7 269 746,60	11,61%	7 434 375,80	14,47%	2,26%
Personnes de droit privé (Ecomusée, musées, sociétés immobilières, associations)	19 368 358,94	23,37%	19 474 273,83	25,63%	18 195 831,66	29,07%	13 180 355,65	25,66%	-27,56%
Etablissements scolaires	78 592,00	0,09%	76 650,00	0,10%		0,00%		0,00%	
<b>TOTAL</b>	<b>82 877 438,23</b>	<b>100,00%</b>	<b>75 990 817,94</b>	<b>100,00%</b>	<b>62 600 532,31</b>	<b>100,00%</b>	<b>51 374 118,77</b>	<b>100,00%</b>	<b>-17,93%</b>

### 1.2.1.3. Les dépenses financières (83,9M€)

En matière de dette, le recours à l'emprunt est passé de 70 M€ à 39,7 M€ de 2011 à 2012, soit une baisse de 30,2 M€.

L'encours de la dette au 31 décembre est porté de 464,1 M€ à 465,2 M€ et le remboursement de la dette en capital a évolué de 35,8 M€ à 38,8 M€.

### 1.2.2. Les dépenses de fonctionnement (565,8 M€)

La progression des dépenses réelles de fonctionnement a été maintenue à 2,35 % entre 2011 et 2012.

Evolution des dépenses de fonctionnement de 2009 à 2012 :

Dépenses	CA 2009	%	% Part dans la section	CA 2010	%	% Part dans la section	CA 2011	%	% Part dans la section	CA 2012	%	% Part dans la section	Variation N/N-1	
													Réal.	Réal.
<b>Fonctionnement</b>	<b>521,4</b>	<b>97,3%</b>	<b>100,0%</b>	<b>548,2</b>	<b>95,6%</b>	<b>100,0%</b>	<b>552,8</b>	<b>96,4%</b>	<b>100,0%</b>	<b>565,8</b>	<b>95,2%</b>	<b>100,0%</b>	<b>13,0</b>	<b>2,35%</b>
- frais financiers (66)	9,6		1,8%	11,7		2,13%	13,2		2,39%	14,9		2,63%	1,7	12,88%
- frais de personnel (012)	93,5		17,9%	98,4		17,95%	97,5		17,64%	95,7		16,91%	-1,8	-1,85%
- entretien voirie	14,1		2,7%	13,9		2,54%	10,8		1,95%	8,9		1,57%	-1,9	-17,59%
- service incendie	19,2		3,7%	20,6		3,76%	21,7		3,93%	22,8		4,03%	1,1	5,07%
- enseignement	18,7		3,6%	17,9		3,27%	17,8		3,22%	18,3		3,23%	0,5	2,81%
- transport scolaire	28,9		5,5%	30,1		5,49%	30,6		5,54%	31,7		5,60%	1,1	3,59%
- solidarité (hors 012)	287,8		55,2%	311,8		56,88%	316,1		57,18%	326,9		57,78%	10,8	3,42%
* dt : RMI - RMA RSA	59,7			69,7			69,8			72,7				
APA	45,6			48,0			49,3			51,2				
PCH	9,3			11,3			12,9			14,9				
Autres interventions	49,6		9,5%	43,8		7,99%	45,1		8,16%	46,6		8,24%	1,5	3,33%
dont :														
subventions	38,5		7,4%	36,7		6,69%	35,0		6,33%	35,5		6,27%	0,5	1,43%

#### 1.2.2.1. Les frais financiers (14,9 M€)

La part des frais financiers versés est en augmentation de 1,7 M€ par rapport à l'exercice 2011, dont 1,1 M€ liés aux intérêts de la dette et 0,6 M€ à la mise en place de la procédure de rattachement des intérêts courus non échus (ICNE).

#### 1.2.2.2. Les frais de personnel (95,7 M€)

Les charges de personnel représentent 16,91% de l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement en 2012 (17,64 % en 2011). Parallèlement, le volume global des dépenses de personnel est en baisse de 1,8% d'une année sur l'autre.

Cette diminution s'explique principalement par une maîtrise volontariste des effectifs et par un changement d'imputation comptable, les frais du premier semestre 2011 relatifs à l'AEMO et à l'Accueil de Jour ayant encore été prélevés pour un montant de 3,1 M€ sur le chapitre 012 (frais de personnel). Ces dépenses ont ensuite été imputées sur le chapitre 65 (charges de gestion courante), d'où la diminution constatée des charges de personnel de 2011 à 2012.

#### 1.2.2.3. L'entretien de la voirie (8,9 M€)

Les travaux d'entretien du patrimoine routier haut-rhinois ont nécessité en 2012 un montant de 8,9 M€, contre 10,8 M€ pour l'année 2011, soit une diminution de 17,59 %.

#### 1.2.2.4. L'Enseignement (18,3 M€)

Le budget consacré à l'Enseignement s'élève à 18,3 M€ en 2012, contre 17,8 M€ en 2011, soit +2,81 %. Ces dépenses sont composées principalement des dotations de fonctionnement aux collèges. En 2012, les collèges publics ont bénéficié de dotations à hauteur de 10,6 M€ et les collèges privés de 4,5 M€.

#### 1.2.2.5. Le SDIS (22,8 M€)

La collectivité a contribué en 2012 au fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours à hauteur de 22,73 M€ (en augmentation de 5,14 % par rapport à 2011).

#### 1.2.2.6. Les transports scolaires (31,7 M€)

L'organisation et le financement des transports scolaires a nécessité une enveloppe de 31,7 M€ en 2012, soit en augmentation de 3,59 % par rapport à l'exercice 2011.

#### 1.2.2.7. La Solidarité (326,9 M€)

La part des dépenses sociales, compétence générale exercée par le Département depuis la décentralisation, représente 57,78 % des charges de fonctionnement, contre 56 % en 2011. Le compte administratif de la Direction de la Solidarité affiche un montant total de dépenses de fonctionnement pour 2012 de 330,5 M€ (salaires des assistantes familiales inclus), soit + 2,97 % par rapport à 2011. Le taux de consommation des crédits inscrits est de 99,67 %.

Les dépenses en faveur de la politique Santé (essentiellement les prophylaxies) et de la Protection Maternelle et Infantile se sont élevées à 2,8 M€.

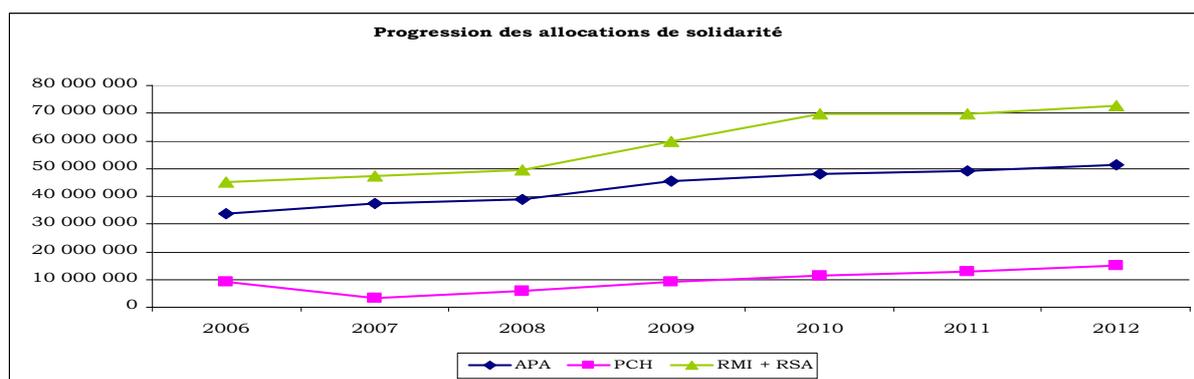
L'Aide sociale à l'Enfance a nécessité 81,04 M€ de crédits en 2012 (80,39 M€ en 2011).

L'Aide aux Personnes Agées s'est élevée en 2012 à 71,93 M€, dont 51,22 M€ pour le versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et 19,16 M€ pour l'Aide Sociale à l'Hébergement. Les dépenses d'allocations de l'APA ont progressé de 3,86 % entre 2011 et 2012.

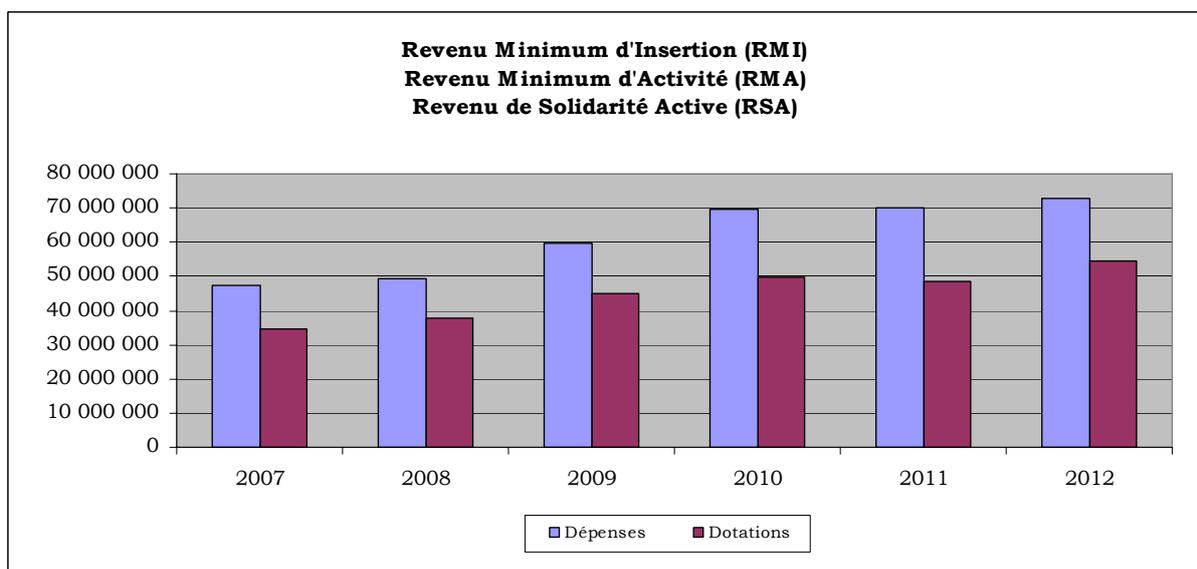
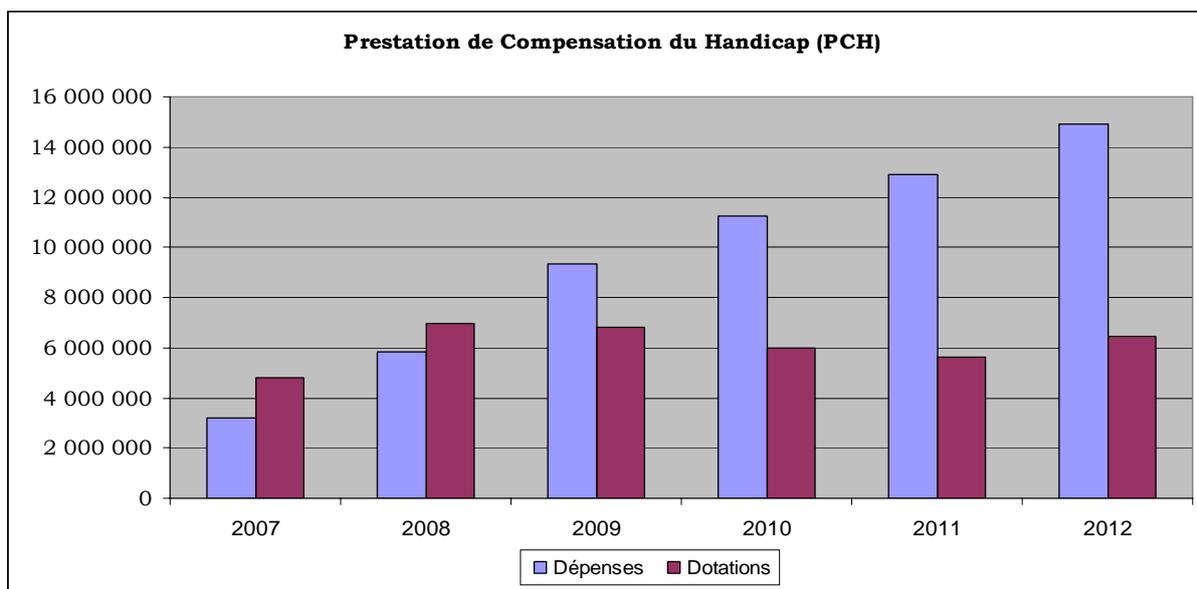
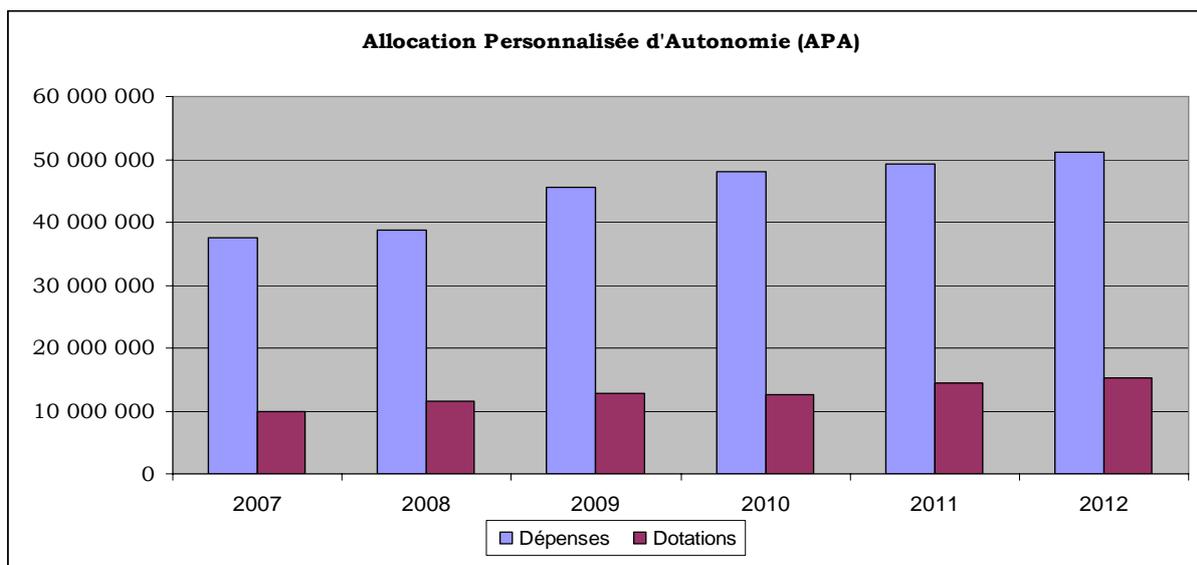
La Prestation de Compensation du Handicap maintient son rythme très élevé de progression en 2012 (+15,39 %), contre 14,75 % en 2011. Elle s'élève à 14,9 M€ pour l'année 2012, ce qui porte les dépenses totales du Département en faveur des Personnes Handicapées à 90,38 M€ (+6,46 %).

Les dépenses destinées à l'Insertion se montent à 84,08 M€ en 2012, dont 72,68 M€ concernent les allocations du Revenu de Solidarité Active (RSA). Ce poste de dépense affiche une augmentation de 4 % par rapport à 2011.

Evolution des allocations de Solidarité de 2006 à 2012 :



Le différentiel entre les dépenses sociales du Département et leurs compensations par l'Etat ne cesse de progresser :



**ECARTS ENTRE LES DEPENSES SOCIALES ET LES COMPENSATIONS :**

en M€	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>APA</b>	-23,81	-25,93	-26,02	-32,95	-33,66	-34,06	-35,55
<b>PCH</b>	-9,35	1,60	1,18	-2,50	-5,29	-7,28	-8,44
<b>RMI + RSA</b>	-16,13	-12,66	-11,44	-14,95	-20,03	-21,16	-22,66 *
<b>TOTAUX</b>	-49,30	-36,99	-36,28	-50,39	-58,97	-62,51	-66,65

\* hors régularisation exceptionnelle de 4.7 M€

1.2.2.8. Les Subventions (35,5 M€)

Le montant des subventions de fonctionnement versées en 2012 s'élève à 35,5 M€, soit en augmentation de + 1,31 %.

Tableau récapitulatif des aides apportées en fonctionnement par catégorie de bénéficiaires :

Bénéficiaires des subventions de fonctionnement	2009		2010		2011		2012		Evolution 2011/2012
	Montant versé	Structure en %							
Etat	398 649,00	1,03%	326 567,03	0,89%	160 000,00	0,46%	150 000,00	0,42%	-6,25%
Région	51 396,19	0,13%	105 729,58	0,29%	31 124,17	0,09%	160 715,83	0,45%	416,37%
Départements						0,00%		0,00%	
Communes et structures intercommunales	3 497 909,22	9,07%	2 393 373,73	6,52%	2 822 655,94	8,05%	3 129 609,62	8,81%	10,87%
Autres groupements de collectivités (syndicat mixte aménagement du Hohlandsberg, ...)	1 704 986,00	4,42%	828 323,89	2,26%	873 539,79	2,49%	871 631,00	2,46%	-0,22%
SPIC			9 000,00	0,02%	8 000,00	0,02%		0,00%	-100,00%
Autres établissements publics locaux (lycées, universités, chambre des métiers, collèges)	3 605 175,76	9,35%	3 488 462,60	9,51%	3 515 555,80	10,03%	3 434 052,25	9,67%	-2,32%
Organismes publics divers (parc naturel régional des ballons des Vosges, chambre d'agriculture, CNASEA, établissements pénitentiaires, centres hospitaliers, ...)	1 165 516,16	3,02%	1 274 529,10	3,47%	1 270 602,02	3,63%	1 187 452,28	3,34%	-6,54%
Personnes de droit privé (CAHR, ADAUHR, association départementale du tourisme du Haut-Rhin, CDMC, les Dominicains de Haute Alsace, centre sportif régional Alsace, associations, ...)	28 146 632,74	72,97%	28 255 621,13	77,03%	26 362 849,37	75,23%	26 570 420,70	74,84%	0,79%
<b>TOTAL</b>	<b>38 570 265,07</b>	<b>100,00%</b>	<b>36 681 607,06</b>	<b>100,00%</b>	<b>35 044 327,09</b>	<b>100,00%</b>	<b>35 503 881,68</b>	<b>100,00%</b>	<b>1,31%</b>

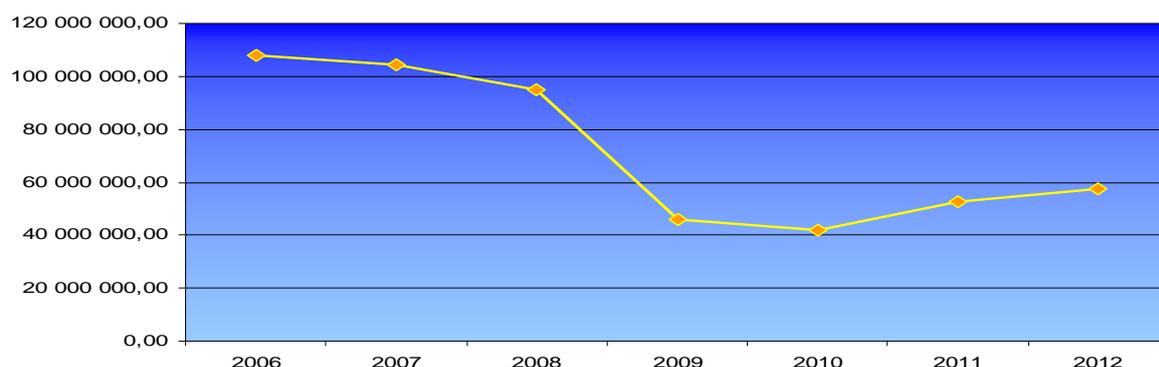
1.2.3. L'autofinancement

En 2012, le taux de couverture (dépenses d'équipement sur l'autofinancement net) (77,4%) est supérieur de 1,5% par rapport à 2011 (75,92 %).

Pour mémoire l'autofinancement net est le solde des opérations réelles de fonctionnement auquel on retranche le montant des remboursements en capital de la dette de l'année.

L'épargne nette a progressé de 52,70 M€ en 2011 à 57,65 M€ en 2012.

**Evolution de l'autofinancement net**



#### 1.2.4. La situation des AP

Le Département a décidé, dès 1999, de présenter son budget d'investissement sous la forme d'autorisations de programmes (AP) et d'apporter ainsi une vision pluriannuelle des investissements projetés. Ces autorisations de programme constituent un engagement politique des opérations à réaliser.

La synthèse des AP et CP réalisée fin 2012 laisse apparaître la situation suivante :

➤ Cumul des AP votées :	1 116,38 M€
➤ Cumul des CP réalisés :	777,29 M€
Reste à financer dans les prochaines années :	339,09 M€, soit 30 37 %

## **2. LA DETERMINATION DU RESULTAT**

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat (53 423 326,37 €) qui est constitué par le cumul du résultat de l'exercice 2012 (7 848 489,38 €) et du résultat reporté (45 574 836,99 €).

### **2.1. LES RESTES A REALISER**

Les restes à réaliser en investissement correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission de titre.

Toutefois, les opérations gérées en AP/CP et la dette ne sont pas reprises dans les restes à réaliser. Il n'y a donc pas lieu de constater de restes à réaliser à ce niveau.

Le montant constaté des restes à réaliser de la section de fonctionnement correspond aux engagements existants avant la clôture de l'exercice sur les subventions et participations votées, soit 611 837,58 €, dont les éléments justificatifs sont annexés au Compte Administratif.

### **2.2. LE SOLDE D'EXECUTION**

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice 2012 (écritures réelles et d'ordre) et du résultat reporté.

Le besoin de financement de la section d'investissement sera couvert lors de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

	<u>Réalisées</u>
Dépenses d'investissement	256 145 280,01 €
Recettes d'investissement	218 606 057,06 €
	<hr/>
<b>Solde d'exécution (besoin de financement)</b>	<b><u>-37 539 222,95 €</u></b>
Solde de fonctionnement disponible	90 962 549,32 €
	<hr/>
<b>RELIQUAT NET</b>	<b><u>+53 423 326,37 €</u></b>

Le compte de gestion du Payeur Départemental présente un résultat différent aux sections de fonctionnement et d'investissement provenant d'une gestion hors taxe des dépenses et recettes du Laboratoire Vétérinaire Départemental et de l'opération de réhabilitation de la Maison d'Alsace à Paris. C'est celui-ci qu'il convient de retenir.

## COMPTE DE GESTION

<b>Solde d'exécution d'investissement</b>	- 37 044 475,42 €
Solde de fonctionnement disponible	+ 90 956 553,29 €
<b>RELIQUAT NET</b>	<b>+ 53 912 077,87 €</b>

(à affecter lors de la DM1 de l'exercice 2013)

## 3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

### 3.1. BUDGET PRINCIPAL

#### 1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	213 747 066,59	125 096 567,95	-88 650 498,64
Fonctionnement	565 834 706,94	662 333 694,96	96 498 988,02
<b>Total des opérations réelles</b>	<b>779 581 773,53</b>	<b>787 430 262,91</b>	
<b>Solde des opérations réelles</b>			<b>7 848 489,38</b>

#### 2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	19 485 374,24	70 596 649,93
Fonctionnement	58 174 408,12	7 063 132,43
<b>Total des opérations d'ordre</b>	<b>77 659 782,36</b>	<b>77 659 782,36</b>

#### 3. Résultat 2011

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	22 912 839,18	22 912 839,18	0,00
Fonctionnement		45 574 836,99	45 574 836,99
<b>Solde du résultat 2009</b>			<b>45 574 836,99</b>

#### 4. Résultat net du CA 2012

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	256 145 280,01	218 606 057,06	-37 539 222,95
Fonctionnement	624 009 115,06	714 971 664,38	90 962 549,32
<b>Volume budgétaire</b>	<b>880 154 395,07</b>	<b>933 577 721,44</b>	
<b>Résultat</b>			<b>+ 53 423 326,37</b>

## Résultat 2012 du Budget principal du Compte de Gestion

### Résultat 2011

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	22 912 839,18		-22 912 839,18
Fonctionnement		68 487 676,17	68 487 676,17
<b>Solde du résultat 2009</b>			<b>45 574 836,99</b>

### Résultat net du CA 2012

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	37 044 475,42		-37 044 475,42
Fonctionnement		90 956 553,29	90 956 553,29
<b>Volume budgétaire</b>	<b>37 044 475,42</b>	<b>90 956 553,29</b>	
<b>Résultat</b>			<b>+ 53 912 077,87</b>

## 3.2. CITE DE L'ENFANCE

### 1. Opérations réelles

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	37 779,63		-37 779,63
Fonctionnement	3 289 546,10	3 670 049,56	380 503,46
<b>Total des opérations réelles</b>	<b>3 327 325,73</b>	<b>3 670 049,56</b>	
<b>Solde des opérations réelles</b>			<b>342 723,83</b>

### 2. Opérations d'ordre

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	12 509,00	32 394,83
Fonctionnement	32 394,83	12 509,00
<b>Total des opérations d'ordre</b>	<b>44 903,83</b>	<b>44 903,83</b>

### 3. Résultat 2011

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement		105 584,57	105 584,57
Fonctionnement		1 019 688,50	1 019 688,50
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>1 125 273,07</b>	<b>1 125 273,07</b>

### 4. Résultat net du CA 2012

Section	Dépenses	Recettes	Solde
Investissement	50 288,63	137 979,40	87 690,77
Fonctionnement	3 321 940,93	4 702 247,06	1 380 306,13
<b>Volume budgétaire</b>	<b>3 372 229,56</b>	<b>4 840 226,46</b>	
<b>Résultat</b>			<b>+ 1 467 996,90</b>

Le budget de la Cité de l'Enfance fait l'objet d'un rapport spécifique.

## 3.3. LE VOLUME GLOBAL

Le volume budgétaire global de la collectivité, tel qu'il apparaît au compte administratif, s'élève à **883 526 624,63 €** en dépenses et **938 417 947,90 €** en recettes, soit un résultat excédentaire global de **54 891 323,27 €**, dont **53 423 326,37 €** pour le budget principal et **1 467 996,90 €** pour le budget annexe de la Cité de l'Enfance.

Le résultat du budget principal à retenir est celui figurant dans le compte de gestion du Payeur Départemental soit **53 912 077,87 €**.

## CONCLUSION

Au final, il est intéressant de comparer le réel de l'exercice 2012 avec celui de 2011 pour bien comprendre le schéma d'ensemble du financement des investissements :

(en M€)

<b>CHAINE DE L'EPARGNE</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
<b>+ Produits de fonctionnement</b>	<b>641,32</b>	<b>662,33</b>
<b>- Charges de fonctionnement</b>	<b>539,60</b>	<b>550,98</b>
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>101,72</b>	<b>111,35</b>
- intérêts de la dette (cptes 66)	13,24	14,85
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>88,48</b>	<b>96,50</b>
- Capital de la dette (cptes 1641 16441)	35,78	38,85
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>52,70</b>	<b>57,65</b>
<b>FINANCEMENT INVESTISSEMENT</b>		
<b>+ Dépenses d'investissement</b> (hors remboursement d'emprunt en capital et revolving)	<b>141,81</b>	<b>133,41</b>
- Epargne nette	52,70	57,65
- Recettes d'investissement hors emprunt	40,57	43,86
- Emprunt	70,00	39,75
<i>soit, Financement total</i>	<b>163,26</b>	<b>141,26</b>
<b>= Variation de l'exédent global de clôture</b> (résultat annuel)	<b>21,45</b>	<b>7,85</b>
<b>REPORT de l'exédent de N-1</b>	24,12	45,57
<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>45,57</b>	<b>53,42</b>

D'une manière générale, on constate que :

- notre épargne nette s'améliore d'une année sur l'autre de près de 5 M€ (et ce malgré l'accroissement du remboursement en capital de 3 M€), nos charges de fonctionnement évoluant à un rythme moins soutenu (+2,35 %) que les produits (+3,28 %) ;
- les dépenses d'investissement (et donc le besoin de financement) ont diminué de 8,4 M€ (-5,9 %).

Concernant la structure du financement des investissements :

- le financement par les recettes propres de la section d'investissement (43,86 M€ en 2012) oscille aux alentours des 30 % ;
- c'est donc principalement la plus forte participation de l'épargne nette de l'année au financement des investissements (49,8 M€ sur 57,7 M€ d'épargne en 2012 contre 31,2 M en 2011) qui nous a permis de recourir moins à l'emprunt ;
- par conséquent, la variation de l'excédent global de clôture (le résultat annuel ou l'épargne nette qui n'a pas été utilisée dans l'année) ne représente que 14 % de l'épargne nette en 2012, contre 41 % en 2011.

Je vous propose donc :

- d'arrêter le compte administratif pour l'exercice 2012,
- et de me donner acte de la communication des données prévues par la loi pour accompagner la comptabilité départementale de l'exercice écoulé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, with a small flourish at the end.

Charles BUTTNER

## COMPTE ADMINISTRATIF 2012

### ANNEXE à la Délibération

	Budget principal	Budget annexe	Balance globale
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	623 979 268,08	3 321 940,93	627 301 209,01
Investissement	255 650 532,48	50 288,63	255 700 821,11
<b>Recettes</b>			
Fonctionnement	714 935 821,37	4 702 247,06	719 638 068,43
Investissement	218 606 057,06	137 979,40	218 744 036,46
<b>* Excédent brut cumulé</b>	53 912 077,87	1 467 996,90	55 380 074,77

Le compte administratif 2012, qui retrace l'exécution budgétaire du Budget principal est présenté toutes taxes comprises, y compris les dépenses et recettes du Laboratoire Vétérinaire Départemental et de l'opération de réhabilitation de la Maison d'Alsace à Paris. Cependant, les écritures passées dans ce cadre doivent être prises en charge hors taxes. Ainsi, les montants repris ci-dessus et retenus pour la constatation du résultat.